



NATIONS UNIES

AUG 20 1979

ASSEMBLEE

UN/SA COLLECTION

GENERALE

Distr.
GENERALEA/34/420
17 août 1979

ORIGINAL : FRANCAIS

Trente-quatrième session
Point 18 de l'ordre du jour provisoire^x

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Lettre datée du 16 août 1979, adressée au Secrétaire général par le
chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Algérie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre de Son Exc. M. Mohamed Seddik Benyahia, ministre des affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire.

D'ordre de mon gouvernement, je vous serais obligé de bien vouloir diffuser cette lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 18 de l'ordre du jour provisoire.

Le représentant permanent adjoint,
Chargé d'affaires par intérim,
(Signé) Fathih BOUAYAD-AGHA

^x A/34/150.

ANNEXE

Lettre datée du 16 août 1979, adressée au Secrétaire général par le
Ministre des affaires étrangères de l'Algérie

La brusque aggravation de la situation dans le nord-ouest de l'Afrique à la suite de la nouvelle escalade du Maroc dans l'agression et l'occupation du territoire du Sahara occidental me met dans l'obligation d'appeler votre attention sur les conséquences extrêmement dangereuses que la poursuite d'une telle politique fait courir à la paix et à la sécurité de tous les pays de la région.

Au mépris des décisions de la communauté internationale sur la question du Sahara occidental et des principes régissant les relations internationales, le Maroc vient d'envahir militairement la partie du territoire du Sahara occidental précédemment occupé par la Mauritanie.

Cet acte belliciste aux répercussions les plus graves intervient au lendemain de l'accord de paix conclu entre le Gouvernement mauritanien et le Front Polisario, accord qui a été accueilli avec espoir et satisfaction par l'ensemble de la communauté internationale.

En évoquant un prétendu droit de préemption pour envahir à présent la partie sud du Sahara occidental, après s'être déjà, en 1975, substitué aux colonialistes par sa démarche et par ses méthodes, le Maroc renoue donc aujourd'hui avec des pratiques universellement condamnées telle l'anschluss ou, plus proche de nous, l'annexion de la Namibie par l'Afrique du Sud ou encore la politique d'expansionnisme et d'occupation des territoires arabes menée par Israël à coup d'agressions successives.

La communauté internationale est justement avertie de toutes les conséquences néfastes de pareils comportements dans les relations entre les Etats ainsi que des actions attentatoires au statut et aux droits des peuples des territoires non autonomes. Elle se doit donc de réagir promptement en condamnant la politique aventureuse du Maroc et en exigeant le respect de la volonté des peuples à vivre dans la liberté et dans la paix.

S'agissant du Sahara occidental, cette exigence a été solennellement proclamée, il y a quelques semaines seulement, par l'Afrique tout entière qui, lors du seizième sommet de l'Organisation de l'unité africaine tenu à Monrovia, a confirmé le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et a mis en place, sous la responsabilité de plusieurs chefs d'Etat, une structure appropriée pour assurer l'exercice effectif de ce droit.

Découlant en droite ligne de l'esprit et de la lettre des décisions de Monrovia, l'accord de paix définitive signé le 5 août 1979 entre la Mauritanie et le Front Polisario constitue un jalon important dans le processus qui doit ramener la paix et la concorde parmi tous les peuples de la région en garantissant au peuple du Sahara occidental ses droits nationaux fondamentaux.

/...

C'est ce processus de décolonisation véritable du Sahara occidental, préconisé aussi bien par l'OUA et l'ONU que le Maroc, seul, s'acharne à contrecarrer par tous les moyens et notamment par l'emploi de la force armée.

La récente invasion par les forces armées marocaines de la partie méridionale du Sahara occidental et l'élargissement de l'annexion de ce territoire représentent un nouveau et grave défi à la communauté internationale en même temps qu'ils portent atteinte aux Chartes de l'ONU et de l'OUA et à tous les principes établis en droit international.

La politique expansionniste du Maroc menace sérieusement la paix et la sécurité dans cette partie de l'Afrique et risque d'avoir pour tous les peuples de la région des conséquences incalculables. C'est pourquoi, l'Algérie, qui n'a jamais cessé de rappeler à votre attention les dangers que comportent, depuis 1975, la politique et les agissements du Maroc, fait encore une fois appel à votre autorité pour que l'ONU assume toutes ses responsabilités en cette affaire.

En effet, notre Organisation se doit, conformément aux attributions que lui confère sa Charte, de faire respecter scrupuleusement les droits des peuples des territoires non autonomes et, plus particulièrement, toutes les décisions et résolutions touchant au problème de la décolonisation du Sahara occidental.

Au moment où l'armée marocaine élargit son agression contre le Sahara occidental, le respect de ces principes et décisions s'impose impérativement, non seulement en vue de rendre justice à un peuple colonisé, mais également pour préserver la paix et la sécurité gravement compromises dans la région.

A cet égard, notre Organisation a le devoir d'exiger le retrait immédiat et total de toutes les troupes d'occupation marocaines de l'ensemble du territoire du Sahara occidental aussi bien de la partie tout récemment évacuée par la Mauritanie que de celle occupée par le Maroc depuis 1975. C'est là une des conditions préalables pour un retour véritable à la paix et pour la mise en oeuvre effective des résolutions de l'ONU sur le problème de la décolonisation du Sahara occidental.

Persuadé que la gravité de la situation créée par l'action marocaine au Sahara occidental vous préoccupe au plus haut point, je voudrais vous renouveler la confiance de l'Algérie pour toutes les mesures, qu'à cette fin, vous jugerez utile de prendre.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République algérienne
démocratique et populaire,

(Signé) Mohamed BENYAHIA
